

Traject	Afstand in km	Traject	Afstand in km
Eupen - Charleroi	130	Eupen - Welkenraedt	7
Eupen - Elsenborn	30	Eupen - Zaventem (Luchthaven)	125
Eupen - Eynatten	10	Sankt Vith - Amel	9
Eupen - Hauset	12	Sankt Vith - Brussel	175
Eupen - Hendrik-Kapelle	11	Sankt Vith - Büllingen	19
Eupen - Herbesthal	7	Sankt Vith - Bütgenbach	21
Eupen - Hergenrath	12	Sankt Vith - Elsenborn	25
Eupen - Kelmis	15	Sankt Vith - Lontzen	68
Eupen - Keulen	101	Sankt Vith - Luik	80
Eupen - Keulen-Bonn (Luchthaven)	102	Sankt Vith - Malmedy	24
Eupen - Lichtenbusch	14	Sankt Vith - Namen	140
Eupen - Lontzen	8	Sankt Vith - Reuland	14
Eupen - Luik	40	Sankt Vith - Weismes	18
Eupen - Malmedy	30	Sankt Vith - Weywertz	25
Eupen - Namen	100	Sankt Vith - Walhorn	66
Eupen - Raeren	11	Sankt Vith - Zaventem (Luchthaven)	165
Eupen - Reuland	70	Bütgenbach - Burg Reuland	37

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit 5400/EX/VIII/B/I van 20 november 2018 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30 juli 2015 tot uitvoering van het besluit van de Regering van 23 april 2015 tot regeling van de terugbetaling van onkosten in sommige instellingen van de Duitstalige Gemeenschap.

Eupen, 20 november 2018.

De Minister-President,
O. PAASCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200174]

13 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 53 alinéa 2, 56/9, 3^o, 56/13, alinéa 3, insérés par le décret du 23 mars 2017, 58, § 2 et 59, § 2, insérés par le décret du 27 mars 2014 et 128, § 1^{er}, § 2 et 130 § 3 modifiés par le décret du 20 février 2014;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2018;

Vu le rapport du 24 janvier 2018 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 64.430/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'organe de concertation intra-francophone, donné le 8 décembre 2018;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 21 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, le 9^o est remplacé par ce qui suit :

« 9^o une attestation de sécurité incendie, établie conformément au modèle détaillé en annexe 1/1 pour les locaux au sein desquels se déroulent les activités ».

Art. 3. Dans l'article 38/16 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2017, les mots " minimum bachelier " sont remplacés par le mot " master ".

Art. 4. Dans l'article 38/21, § 2, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2017, les mots " 10.000 euros " sont remplacés par les mots " 25.000 euros ».

Art. 5. L'article 39 du même code est complété par un point 4° rédigé comme suit :

« 4° Dispositif housing first : dispositif partenarial coordonné par un relais social dont l'objet est de chercher et de procurer l'accès immédiat à un logement stable à une personne sans abri et de lui proposer un accompagnement psychosocial et sanitaire. »

Art. 6. A l'article 41, alinéa 1^{er}, 3°, du même Code, le a) est remplacé par ce qui suit :

" a) qu'il est constitué paritairement d'acteurs publics et d'acteurs privés et qu'en vue de garantir le respect de l'article 125 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, une voix supplémentaire est octroyée à un acteur public. "

Art. 7. L'article 61 du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit:

" Art. 61. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue à tout relais social urbain reconnu coordonnant un dispositif Housing first, une subvention annuelle destinée à couvrir les frais relatifs au fonctionnement du dispositif ainsi qu'au personnel socio-éducatif et sanitaire, fixée forfaitairement à 125.000 euros pour une période de 12 mois.

Le dispositif Housing first visé à l'alinéa 1^{er} prévoit au minimum le suivi de vingt personnes issues de la rue. Vingt pour cent du nombre de personnes entrées dans le dispositif doivent être renouvelés tous les trois ans.

Pour l'année 2019, et par dérogation à l'article 65, afin de bénéficier de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, le relais social doit fournir à l'administration la liste des personnes sélectionnées susceptibles d'entrer et celles déjà suivies dans le dispositif. »

Art. 8. L'article 150 du même Code est remplacé par ce qui suit :

" Art. 150. Le montant visé à l'article 149, alinéa 1^{er}, 1°, est fixé à 100 euros par dossier traité.

Toutefois, le montant établi sur base de l'alinéa 1^{er} n'excède pas :

- a) 30.000 euros pour les institutions publiques desservant un territoire de moins de cinquante mille habitants;
- b) 49.000 euros pour les institutions publiques desservant un territoire de cinquante mille à cent-cinquante mille habitants et pour les institutions privées;
- c) 98.000 euros pour les institutions publiques desservant un territoire de plus de cent-cinquante mille habitants."

Art. 9. Dans l'article 164 du même code, les mots « 40 000 euros » sont remplacés par les mots « 80 000 euros ».

Art. 10. L'article 172 du même code est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Une subvention de 40.000 euros par an est allouée au titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement spécifiquement liés au conseil personnalisé aux particuliers et à des actions répondant à des demandes et à des besoins de professionnels de l'action sociale ou du crédit, en matière d'endettement. »

Art. 11. Dans le même Code, il est inséré une annexe 1/1 qui est jointe en annexe 1^{re} au présent arrêté.

Art. 12. Dans le même Code, l'annexe 3, rétablie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2017, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 2, 6, 11 et 12 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et l'article 7 entre en vigueur le 1^{er} mars 2019.

Art. 14. La ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Annexe 1

**« Annexe 1/1 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé
Modèle d'attestation incendie des services d'insertion sociale**

Vu le rapport établi par....., Chef du service d'incendie, le.....
..... concernant le service d'Insertion sociale* dénommé

.....
.....
situé

et géré par

.....
Je soussigné,

Bourgmestre de

.....
Première possibilité*

marque mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie.

Seconde possibilité*

ne marque pas mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie, pour les raisons suivantes :

.....
En conséquence,

Première possibilité**

la mise en activité - la poursuite des activités du service d'Insertion sociale susvisé est autorisée pour une période de quatre ans ** - de..... (à préciser si la période est inférieure à quatre ans).

Deuxième possibilité**

la mise en activité - la poursuite des activités du service d'Insertion sociale susvisé est autorisée pour une période de..... et jusqu'à la date du

.....
Durant cette période, il devra être satisfait, en matière de sécurité et de protection contre l'incendie, aux points ci-après :

-
-
-
-

Une vérification devra être effectuée par le Chef de service d'incendie.

Troisième possibilité*

la mise en activité - la poursuite des activités - n'est pas autorisée*.

Le Bourgmestre,

(date et signature)

(*) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application.

(**) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application et compléter. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 modifiant diverses dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Annexe 2

« Annexe 3 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé
Barème applicable à la subvention définie à l'article 38/21

Ancienneté	Barème annuel non indexé
0	22.170,73 euros
1	23.257,00 euros
2	23.257,00 euros
3	24.230,01 euros
4	24.230,01 euros
5	25.203,01 euros
6	25.203,01 euros
7	26.176,02 euros
8	26.176,02 euros
9	27.149,03 euros
10	27.511,05 euros
11	28.484,06 euros
12	28.484,06 euros
13	29.457,06 euros
14	29.457,06 euros
15	30.430,07 euros
16	30.430,07 euros
17	31.403,08 euros
18	31.403,08 euros
19	32.376,08 euros
20	32.376,08 euros
21	33.349,12 euros
22	33.349,12 euros
23	34.322,12 euros

Le barème est lié à l'indice-pivot 138,01. A partir du 1^{er} janvier 2018, le coefficient multiplicateur vaut 1,6734. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 modifiant diverses dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé
Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200174]

13 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 53, tweede lid, 56/9, 3°, 56/13, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 23 maart 2017, 58, § 2 en 59, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en 128, § 1, § 2 en 130, § 3, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 oktober 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 2018;

Gelet op het rapport van 24 januari 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 64.430/4 van de Raad van State, gegeven op 5 november 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 8 december 2018;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 21 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, wordt punt 9° vervangen door wat volgt :

"9° een brandveiligheidattest, opgemaakt overeenkomstig het model bepaald in bijlage 1/1, voor de lokalen waarin de activiteiten plaatsvinden".

Art. 3. In artikel 38/16 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2017, worden de woorden "minimum een bachelor" vervangen door de woorden "een master".

Art. 4. In artikel 38/21, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2017, worden de bewoordingen "10.000" vervangen door de bewoordingen "25.000 euro".

Art. 5. Artikel 39 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een 4°, luidend als volgt :

"4° housing First-voorziening: de door een sociaal contactpunt gecoördineerde partnerschapsvoorziening die gericht is op het zoeken naar en het verschaffen van onmiddellijke toegang tot stabiele huisvesting voor een dakloze en die laatstgenoemde een psychosociale en sanitaire begeleiding aanbiedt."

Art. 6. In artikel 41, eerste lid, 3°, van hetzelfde Wetboek wordt a) vervangen als volgt :

"a) het paritair is samengesteld uit actoren van de openbare en de privé sector en dat met het oog op de naleving van artikel 125 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een bijkomende stem aan een openbare actor toegekend wordt."

Art. 7. Artikel 61 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. 61. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Waalse Regering een jaarlijkse subsidie aan elk erkend stedelijk sociaal contactpunt dat een Housing First-voorziening coördineert en aan het socio-educatieve en sanitaire personeel. Bedoelde subsidie dekt de werkingskosten van de voorziening en wordt forfaitair vastgesteld op 125.000 euro voor een periode van 12 maanden.

De in het eerste lid bedoelde Housing First-voorziening voorziet in minimum de opvolging van twintig personen die op straat leven. Twintig procent van het aantal personen die van de voorziening genieten, moeten om de drie jaar hernieuwd worden.

Voor het jaar 2019 en in afwijking van artikel 65 moet het sociaal contactpunt, om in aanmerking te komen voor de in het eerste lid bedoelde subsidie, de lijst van de gekozen personen die zouden kunnen genieten van de voorziening en degene die in het kader van de voorziening opgevolgd worden, aan de administratie verstrekken."

Art. 8. Artikel 150 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 150. Het bedrag bedoeld in artikel 149, eerste lid, 1°, wordt vastgelegd op 100 euro per behandeld dossier.

Het op grond van het eerste lid bepaalde bedrag mag evenwel niet hoger zijn dan :

- a) 30.000 euro voor de openbare instellingen die een grondgebied van minder dan 50 000 inwoners bedienen;
- b) 49.000 euro voor de openbare instellingen die een grondgebied van 50 000 tot 150 000 inwoners bedienen en voor de privé-instellingen;
- c) 98.000 euro voor de openbare instellingen die een grondgebied van meer dan 150 000 inwoners bedienen."

Art. 9. In artikel 164 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "euro 40.000" vervangen door de woorden "80 000 euro".

Art. 10. Artikel 172 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

" § 3. Er wordt jaarlijks een subsidie van 40 000 euro toegekend als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten die specifiek verband houden met persoonlijk advies aan particulieren en acties die inspelen op aanvragen en behoeften aan professionelen in de sociale actie of in het krediet op het gebied van schulden."

Art. 11. In hetzelfde Wetboek wordt een bijlage 1/1 ingevoegd die bij dit besluit als bijlage 1 wordt gevoegd.

Art. 12. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 3, hersteld bij het besluit van de Waalse Regering 14 september 2017, vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2018.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 2, 6, 11 en 12 in werking op 1 januari 2019 en treedt artikel 7 in werking op 1 maart 2019.

Art. 14. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

Bijlage 1

« Bijlage 1/1 bij het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid
 Model van brandattest van de diensten voor sociale insluiting

Gelet op het rapport opgesteld door, Hoofd van de brandweerdienst, op
, betreffende de dienst voor sociale insluiting* genaamd

.....
 gelegen

en beheerd door

Ondergetekende,

Burgemeester van

Eerste mogelijkheid *

stem in met de conclusies van het verslag van de brandweerdienst.

Tweede mogelijkheid*

stem niet in met de conclusies van het verslag van de brandweerdienst om de volgende redenen :

.....
 Bijgevolg,

Eerste mogelijkheid **

de inbedrijfstelling - de voortzetting van de activiteiten van de hierboven vermelde dienst voor sociale insluiting voor een periode van vier jaar ** - van (te bepalen voor een periode van minder dan vier jaar).

Tweede mogelijkheid **

de inbedrijfstelling - de voortzetting van de activiteiten van de hierboven vermelde dienst voor sociale insluiting voor een periode van en tot

Tijdens die periode zal inzake veiligheid en brandbeveiliging aan de volgende punten moeten voldaan worden:

-
-
-
-

Het hoofd van de brandweerdienst zal een controle moeten uitvoeren.

Derde mogelijkheid *

de inbedrijfstelling - de voortzetting van de activiteiten - is niet toegelaten*.

De Burgemeester,

(datum en handtekening)

(*) Schrappen wat niet past.

(**) Schrappen wat niet past en aanvullen. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot wijziging van diverse bepalingen van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
 W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
 Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
 A. GREOLI

Bijlage 2

« Bijlage 3 bij het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid
Op de in artikel 38/21 bedoelde subsidie toepasselijke loonschaal

Anciënniteit	Niet-geïndexeerde jaarlijkse loonschaal
0	22.170,73 euro
1	23.257,00 euro
2	23.257,00 euro
3	24.230,01 euro
4	24.230,01 euro
5	25.203,01 euro
6	25.203,01 euro
7	26.176,02 euro
8	26.176,02 euro
9	27.149,03 euro
0	27.511,05 euro
11	28.484,06 euro
12	28.484,06 euro
13	29.457,06 euro
14	29.457,06 euro
15	30.430,07 euro
16	30.430,07 euro
17	31.403,08 euro
18	31.403,08 euro
19	32.376,08 euro
20	32.376,08 euro
21	33.349,12 euro
22	33.349,12 euro
23	34.322,12 euro

De loonschaal is gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01, Vanaf 1 januari 2018 is de vermenigvuldigingscoëfficiënt gelijk aan 1,6734. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot wijziging van diverse bepalingen van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI